

Une réunion du Comité Social Economique Central (CSEC) s'est tenue le 8 novembre 2023 engageant ainsi la procédure d'information/consultation. Les CSE ont été réunis dans la foulée.

Un projet qui s'inscrit dans une stratégie dépassant largement le recul du produit « Navette »

Ce projet trouve sa source dans la signature du plan **Vesta** qui a libéré la Direction de ses obligations contractuelles concernant la croissance de Transavia.

L'annonce du départ d'Air France de l'escale d'Orly, 72 ans après avoir définitivement quitté Le Bourget, a eu un effet dévastateur.

FO ne nie pas la conscience écologique qui émerge et ses impératifs. Nous avons tous des enfants et l'avenir de la planète nous préoccupe tous !

La baisse de la fréquentation, particulièrement sur la clientèle affaire, fait chuter la rentabilité des lignes. **FO** demande l'étude d'un maintien de rotations opérées en A220 entre Orly et les 3 escales « Navette » car les quelques explications données par la Direction ne sont pas convaincantes.

De la même manière, nous ne comprenons pas le transfert des vol DOM et Afrique du Nord sur Roissy. La Direction ne peut pas dire que les lignes sont déficitaires. Elle tente donc de se persuader qu'elles seront plus rentables sur CDG ! Les multiples tentatives ont hélas démontré le contraire...

FO reste convaincu qu'une fois sur Roissy, Air France perdra la clientèle locale d'Orly qui ne sera pas remplacée par les passagers en transit.



La déferlante verte



L'accélération de ce projet est liée à la montée en puissance de Transavia. Le calendrier de croissance Transavia fixera le rythme de départ d'Air France. En attendant, nous gardons les slots bien au chaud.

De fait, la problématique, selon nous, est que le calendrier n'est pas fixé par Air France mais par Transavia. Cela pose des questions sur le cadencement des mobilités et des départs. La Direction reste arc boutée sur son refus de laisser les équipes Air France assister Transavia. Pourtant, en offrant un service inférieur, nos coûts pourraient être inférieurs...

La DGI Orly, un nouvel eldorado ?

La Direction annonce un besoin de 400 embauches à la maintenance mais n'a pas encore recensé les possibilités sur Orly. Il y a déjà les collègues de la DGI qui devront soit se réorienter sur d'autres métiers à Orly, soit choisir Roissy. Quels sont les postes, les besoins de formation ou les critères de sélection. Nous n'avons aucune visibilité aujourd'hui.

Une chose semble certaine, ce ne sera pas un eldorado pour tout le monde.

Une expertise pour tenter d'y voir plus clair

Les membres du CSEC ont voté à l'unanimité une expertise. Nous avons déjà apporté nos questions et nos interrogations pour élaborer le cahier des charges des experts.

Nous portons notre opposition à ce projet et devons prendre le temps de l'analyse des conséquences. Nous participons tout de même aux réunions de négociations car nous savons que les salariés concernés souhaitent connaître les mesures qui pourraient être mises en place.

Nous sommes convaincus que face à un projet d'une telle envergure avec des impacts sociaux aussi lourds, tous les syndicats PS, PNC et PNT doivent faire front uni, même si un a déjà évoqué ses préoccupations concernant les GP sur les vols TO.

Nous l'avons dit durant les heures d'informations syndicales à Orly, les envahissements de pistes ne sont plus possibles mais il faut s'adapter en médiatisant et en interpellant les élus. Nous faisons notre travail de lobbying dans les ministères et auprès des élus.

FO n'appellera pas à des mouvements sporadiques en franc-tireur. Nous devons frapper fort et de manière unitaire car plus de mille salariés PS, PNC et PNT sont concernés aujourd'hui, sans compter les salariés des sociétés sous-traitantes.

Lufthansa créé une nouvelle compagnie low-cost, Cityline, pour alimenter Munich et Francfort, ses deux Hubs. Cette stratégie, qui vient en contradiction à ce que nous connaissons aujourd'hui, n'en est qu'à ses débuts mais pose beaucoup de questions.

La DSP corse, un dossier de plus en plus préoccupant

Les salariés sont préoccupés pour leur avenir à chaque renégociation de la délégation de service public sur la Corse. La candidature de Volotea vient rebattre les cartes et a amené l'OTC (office du transport corse) à reporté la décision sur les lignes de la Corse vers Orly.

FO agit en interne mais aussi au travers de ses unions départementales et nous porterons ce dossier avec celui du retrait d'Air France à Orly au ministère du transport. L'Assemblée nationale a déjà voté une rallonge de 40 millions d'euros mais seulement pour 2024.

Sans préjuger de la bonne foi de la Direction dans son souhait d'être un candidat sérieux pour la prochaine DSP, nous ne pouvons être que très réservés sur la suite des candidatures. En effet, comment maintenir des coques isolées sur Orly uniquement pour satisfaire la desserte sur la Corse ? De notre point de vue, Air France n'assurera plus la continuité territoriale à moyen terme ! La question de l'emploi reste entière pour les escales corses et les quelques emplois qui resteront sur Orly.

Une action PS, PNC & PNT se construit, nous reviendrons rapidement vers vous.

Christophe Malloggi
Secrétaire général